

Nucléaire : l'ancien haut-commissaire à l'énergie atomique critique «l'inculture scientifique» des décideurs

Par [Le Figaro](#)

Publié il y a 21 minutes

[Écouter cet article](#)

00:00/04:32



Dans le chantier de l'EPR de Flamanville, fin novembre. SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

Lors de son audition devant les députés, Yves Bréchet a estimé que «la politique énergétique du pays a été décidée par un canard sans tête».

«*Âneries*», «*laquais du prince*», «*naïveté confondante*»... Une audition haute en couleur, bien différente du ton feutré habituellement utilisé, s'est tenue fin novembre au palais Bourbon. Dans le cadre de ses travaux, la commission d'enquête de l'Assemblée nationale chargée d'établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France a entendu l'ancien haut-commissaire à l'énergie atomique Yves Bréchet.

Celui-ci, à son poste de 2012 à 2018 et également membre de l'Académie des sciences, n'a pas retenu ses coups face à ce qu'il a qualifié de «*transition d'un État stratège vers un État bavard*» en matière énergétique. Pour l'expert, désormais directeur scientifique de Saint-Gobain, le nucléaire tricolore souffre d'une «*désinformation continue [...] acceptée par l'État, quand elle n'est pas organisée par lui*». «*La politique énergétique du pays a été décidée par un*

canard sans tête. La chaîne de décision publique est désastreuse [...]. L'analyse scientifique des dossiers est systématiquement ignorée, broyée par les effets de cour au service des gouvernants plutôt que du pays», a-t-il jugé.

L'abandon du réacteur à neutrons rapides Astrid a aussi été vertement tancé par l'ancien représentant, qui l'a présenté comme une «*décision à courte vue, qui restera dans l'histoire comme un modèle de stupidité ou de cynisme*». Ce programme, dont le réacteur prototype aurait coûté plusieurs milliards d'euros, visait à recycler à l'infini le combustible nucléaire pour produire de l'électricité. «*Je ne sais pas si c'était pour des raisons budgétaires [...] ou idéologiques [...]. Dans le premier cas, c'est un raisonnement de chef comptable, pas à la hauteur de politiques devant avoir une vision à long terme. Dans le second cas, c'est l'inconscience de sauter d'un avion en pariant qu'on aura tricoté en cours de chute le parachute qui évitera de s'écraser au sol*», s'est exaspéré Yves Bréchet. Une «*faute grave*», qui équivaut à «*une destruction de souveraineté énergétique patente*», à ses yeux.

«L'analyse scientifique et technique a déserté les rouages décisionnels de l'Etat»

Outre ces erreurs et les «*tergiversations*» des gouvernements qui ont affaibli la filière nucléaire, l'expert s'est particulièrement attardé sur ce qui constitue, selon lui, le «*cœur du problème*» : «*La question de l'instruction scientifique des dossiers politiques*». Pour Yves Bréchet, l'État et plus particulièrement les dirigeants comme leurs conseillers souffrent d'une méconnaissance des sujets sur lesquels ils sont amenés à trancher. Un souci dont pâtit particulièrement le nucléaire, domaine complexe s'il en est. La «*doxa*», le manque d'analyse de fond, d'études comparatives et les «*confusions*» ont ébréché ce fleuron français, a énuméré, amer, l'expert, face aux déproutés. «*L'analyse scientifique et technique a déserté les rouages décisionnels de l'État sur ces sujets*», a-t-il pointé, soulignant le rôle essentiel, dans cette fragilisation, des cabinets ministériels et hautes administrations. C'est là «*qu'il faut chercher les rouages de la machine infernale qui détruit mécaniquement notre souveraineté énergétique et industrielle*», a grincé le polytechnicien.

Plusieurs éléments ont été mis en avant par l'ex-haut commissaire. D'abord, «*l'inculture scientifique et technique de notre classe politique*», qui les empêche de cerner toute la complexité des problèmes. Ensuite, le «*rôle des conseillers techniques dans les cabinets ministériels*», qui «*se retrouvent à conseiller sur des sujets qu'ils ne maîtrisent généralement pas un miniprout qui ne se pose pas de questions*». La formation des futures élites politiques doit être renforcée, afin «*que les conseillers soient en état de conseiller, qu'ils réapprennent à analyser le fond des dossiers, à challenger les experts qui les leur apportent*», a plaidé l'ingénieur. Sans ces améliorations, la France, «*pays qui est en train de perdre l'héritage des Lumières*», risque de voir sa souveraineté énergétique se déliter.

De son côté, la commission d'enquête de l'Assemblée nationale poursuit ses travaux. Elle entendra cette semaine la patronne du groupe Engie, Catherine MacGregor, et plusieurs acteurs de l'énergie, dont l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). Elle a déjà auditionné nombre d'experts, dont l'ingénieur Jean-Marc Jancovici, le patron de l'Insee Jean-Luc Tavernier, le professeur Jacques Percebois ou encore le directeur des études socio-économiques de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ou Agence de la transition écologique (ADEME).